

Quelles sont les raisons des réticences chinoises aux sanctions économiques contre la Corée du Nord ?

mercredi 15 novembre 2017, par [Théo CLEMENT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Théo CLEMENT](#), **Quelles sont les raisons des réticences chinoises aux sanctions économiques contre la Corée du Nord ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 15 novembre 2017.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Vendredi 17 novembre 2017, le président chinois Xi Jinping envoie un "représentant spécial" en Corée du Nord pour évoquer le programme nucléaire nord-coréen, même si le sujet ne figure pas officiellement sur le descriptif de sa mission. Après le séjour du président des Etats-Unis Donald Trump en Chine, cette mission d'un diplomate chinois attire l'attention sur la nature des relations entre la Chine et la Corée du Nord. Cet article explique les raisons des réticences de Pékin aux sanctions économiques contre la Corée du Nord.

Des sanctions extrêmement sévères mais inefficaces

Souvent représentés dans les imaginaires collectifs tant occidentaux que chinois comme des alliés de long-terme traversant actuellement une « mauvaise passe », [la Chine](#) et la Corée du Nord constitueraient des partenaires « naturels », de par leur proximité géographique, idéologique, politique et historique. Sans être totalement erronée, cette représentation dominante des relations entre la Chine et la République Populaire et Démocratique de Corée (RPDC) cède néanmoins beaucoup aux discours politiques et à la propagande des deux pays qui cherchent à présenter sous un jour favorable des relations, certes anciennes et étroites, mais aussi frustrantes et souvent conflictuelles. [La Corée du Nord](#) n'a en effet eu de cesse, depuis la fin de la Guerre de Corée (1950-1953) de chercher à empêcher son immense voisin -et ancienne tutelle impériale- de s'immiscer dans ce qu'elle considère ses affaires internes. Si Pyongyang a toujours cherché à bénéficier des largesses et de la générosité - nécessairement intéressées - de Pékin qui a offert de larges quantités de nourriture, y compris au plus dur de la famine du Grand Bond en Avant. Elle a aussi cherché à maintenir la Chine à distance, tant du point de vue politique, en purgeant les éléments pro-chinois du Parti du Travail de Corée, que du point de vue économique, en cherchant activement à diversifier ses partenaires commerciaux. Dans l'optique marxiste des premières générations de dirigeants nord-coréens, l'indépendance économique (*jarip*) constitue en effet une condition nécessaire de l'indépendance politique (*jaju*), et cette première passe notamment par une plus large maîtrise domestique des chaînes des valeurs et une diversification du commerce extérieur.

Le moins que l'on puisse dire est que ces idéaux ont été difficiles à mettre en œuvre, d'abord au temps de la Guerre froide, mais aussi et surtout depuis l'écroulement du bloc soviétique, qui a provoqué la famine nord-coréenne des années 1990, la « Marche difficile ». Se retrouvant, malgré elle, dans un tête-à-tête avec une Chine de moins en moins intéressée par le troc avec [la Corée du Nord](#), [Pyongyang, toujours pragmatique](#), relance un programme de réforme gelé par la « Marche difficile » et met en œuvre une diplomatie économique active, visant à attirer les investissements chinois, sud-coréens et japonais dès 2002. Si cette politique s'est avérée être un succès pour l'économie de la Corée du Nord qui connaît une véritable mutation en une quinzaine d'années, [la relance du programme nucléaire](#) et le premier test de 2006 poussent progressivement les différents partenaires économiques de la RPDC à limiter, puis à rompre, leurs échanges avec la Corée du Nord. En effet, la mise en œuvre progressive de sanctions économiques uni- ou multilatérales à l'encontre de Pyongyang et la fermeture de divers projets communs avec le Sud créent les conditions d'un tête-à-tête quasiment exclusif avec Pékin. A l'heure actuelle, **Pékin constitue de très loin le premier partenaire commercial de la Corée du Nord, puisqu'environ 85% du volume total des échanges nord-coréens se font avec la Chine.** Par ailleurs, les réformes du 1er juillet 2002 et la diplomatie économique

active de l'ère Kim Jong-il-Hu Jintao ont favorisé l'émergence de vagues d'investissement chinoises, notamment dans les secteurs miniers et manufacturiers. Ce qui a permis à la Corée du Nord de décupler ses exportations de minerais et d'antracite dont elle regorge. Limitées à 50 millions de dollars en 2002, les exportations de ressources extractives nord-coréennes en direction de la Chine bondissent jusqu'à 1,8 milliard de dollars en 2013 [1]. Du fait de l'accélération des programmes balistiques et nucléaires à la suite de l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un en 2011, c'est justement cette rente financière que le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CNSU) cherche à limiter afin de contraindre Pyongyang à remiser ses programmes controversés.

Longtemps limitées à des mesures ciblées visant les produits « de luxe » (dont la définition exacte revenait aux États-membres) ou à « double usage », civil et militaire, les sanctions multilatérales du CSNU visant la RPDC ont changé de nature à la suite du test nucléaire de janvier 2016. La résolution 2270 prévoyait, en effet, un plafond sur les exportations de certaines ressources extractives nord-coréennes, dont le charbon. Ces limites ont été progressivement renforcées au fur et à mesure des progrès affichés par [Pyongyang](#) dans le cadre de ses programmes controversés, et ce tant et si bien qu'à l'heure actuelle, presque toutes les principales exportations nord-coréennes (minerais, charbon, jusqu'au textile et fruits de mer) sont plafonnées ou interdites. Si l'on se base sur les données statistiques de 2015 et que l'on déduit les exportations aujourd'hui bannies par les diverses résolutions onusiennes, les exportations nord-coréennes seraient amputées de près de 60% de leur volume total, sans même prendre en compte les mesures unilatérales. Cette sévérité affichée contraste d'autant plus avec l'inefficacité de ces mesures, non seulement parce que Pyongyang progresse à grandes enjambées dans son développement balistique et nucléaire mais aussi parce que **la RPDC affiche une santé économique tout à fait insolente** : selon la *Bank of Korea*, de Séoul, le PIB nord-coréen a connu une croissance de 3,9% en 2016 [2], venant ainsi confirmer les commentaires enthousiastes des observateurs présents ponctuellement sur le terrain dont l'auteur. Si la situation économique reste dans l'ensemble très fragile et structurellement instable, **l'indubitable développement économique nord-coréen des quinze dernières années est bien entendu lié à la rente issue du commerce avec la Chine**. Pékin est régulièrement pointé du doigt pour sa mise en œuvre grossièrement laxiste des sanctions économiques et, plus généralement, pour faire passer ses intérêts stratégiques avant le respect du droit international et des sanctions onusiennes : selon une vision largement partagée, Pékin non seulement « diluerait » les brouillons de résolutions américaines soumises au CSNU, mais de plus viderait de leur contenu les sanctions économiques onusiennes en fermant l'œil sur une large partie des échanges sino-nord-coréens. En effet, toujours selon cette vision « dominante » mais réductrice, la Chine cherche avant tout à limiter la pression sur son turbulent voisin afin de conserver « l'État tampon » nord-coréen et maintenir la Corée du Sud et son « trop bon ami » américain à bonne distance.

Cette vision, largement répandue et certainement assez vraie, ne renvoie qu'à une infime partie des très complexes relations sino-nord-coréennes et surtout des antagonismes Chine-RPDC. S'il est vrai que la Chine a un intérêt à « maintenir » [la Corée du Nord en l'état](#), cette vision est remise en cause par plusieurs auteurs chinois, y compris des analystes militaires. Par ailleurs, l'idée d'un « soutien économique » chinois à la Corée du Nord relève du mythe. Non seulement les investissements chinois en [RPDC](#) sont extrêmement limités, mais les stratégies d'engagement économique de la Chine prennent fondamentalement à contre-pied les principes d'indépendance nord-coréens et sont vécus comme une forme d'impérialisme de la part des

Nord-coréens [3]. Si la Chine se montre si réticente à appliquer les sanctions économiques, c'est aussi, et surtout, parce que **les entreprises chinoises voient dans la Corée du Nord un marché captif très rentable.**

Le « phénomène Dongbei » et le tentant marché nord-coréen

La Chine et la RPDC partagent **une frontière de plus de 1400 kilomètres**, largement délimitée par deux fleuves : le Yalu (Amnok pour les Coréens) à l'ouest et le Tumen à l'est. Côté chinois, deux provinces sont frontalières de la Corée du Nord : le Liaoning et le Jilin, qui, si on leur ajoute la province plus septentrionale du Heilongjiang, sont appelées « *Dongbei* » (nord-est) en Chine. Cette appellation collective tient de leur proximité géographique ainsi que d'autres traits communs, ethno-linguistiques mais aussi économiques. En effet, ces provinces constituent les locomotives historiques de l'économie chinoise avant la Révolution de 1949 puis sous Mao. Elles sont largement dominées par l'industrie lourde, l'agriculture et les grandes entreprises d'État chinoises, les fameuses « entreprises zombies ». Souvent largement déficitaires, elles ont une importance sans pareille en Chine. Ceci étant, le nord-est chinois a connu coup sur coup le schisme sino-soviétique, la réforme économique chinoise (qui favorise les provinces méridionales car plus proches des routes commerciales) et fait aujourd'hui figure de lanterne rouge de l'économie chinoise que le gouvernement central peine à développer. Selon les statistiques du Fonds monétaire international (FMI) [4], le Liaoning était, en 2014, la huitième province chinoise en terme de PIB/hab. . En 2016, la province tombe à la 14ème place, voyant même sa croissance économique passer en dessous du zéro, phénomène inédit en Chine depuis la réforme économique de 1978. Le *Dongbei* souffre de sa géographie semi-enclavée, véritable bride pour une économie tournée vers l'export comme celle de [la Chine](#). La poursuite des réformes économiques, voulue par Xi Jinping, passe par une restructuration vraisemblablement douloureuse des mastodontes étatiques du *Dongbei* qui offrent des mécanismes de protection sociale devenues extrêmement rares en Chine : le fameux « bol de riz en fer » ou sécurité de l'emploi. Ces filets sociaux contrastent très fortement avec la situation du secteur privé, où les salaires, extrêmement bas (le salaire minimum d'une ville moyenne du Jilin tourne autour des 170 euros par mois) sont vus comme peu attractifs pour les populations. Ainsi, la réforme économique risque d'être potentiellement explosive politiquement dans la mesure où les provinces du nord-est connaissent une agitation sociale déjà très marquée. Pékin peut ainsi difficilement se permettre de s'engager sur la voie de la réforme sans s'assurer que le secteur privé soit assez sain pour absorber les massifs transferts de main d'œuvre excédentaire.

Dans ce contexte, la proximité immédiate d'un marché rendu captif par les sanctions économiques et où l'on manque de presque tout constitue bien évidemment une opportunité tentante. Tous les plans mis en œuvre par Pékin pour désenclaver les économies du Nord-est avaient un point commun. Ils visaient à **parfaire l'intégration économique** au besoin en développant les infrastructures transfrontalières, préfigurant les fameuses « nouvelles routes de la soie » entre le *Dongbei* et les pays environnants, dont la Corée du Nord. Celle-ci se trouve au début des années 2000 en grand besoin de capitaux, de technologie et d'infrastructures. Un an après les réformes économiques nord-coréennes de 2002, le plan *Zhenxing Dongbei* (« revitalisons le Nord-est ») puis le plan *Changjitu* de 2009 visaient à développer des corridors de développement reliant le cœur du *Dongbei* avec les villes frontalières et certains ports nord-

coréens, dont celui de la Zone économique spéciale (ZES) de Rajin-Sonbong. Cette ZES qui abrite le port préservé du gel le plus septentrional de l'Asie continentale, n'est située qu'à une quinzaine de kilomètres des villes chinoises les plus proches, qui « voient les mouettes mais pas la mer », selon le proverbe local. Véritable fenêtre de désenclavement pour les entreprises du *Dongbei*, le port de Rajin fait par ailleurs l'objet d'une exception explicite dans toutes les résolutions onusiennes récentes, autorisant notamment certains produits sanctionnés à « traverser » la ZES s'ils ne sont pas originaires de RPDC.



Les efforts des provinces du *Dongbei* pour mieux « ouvrir » la Corée du Nord, soutenus par Pékin, disposaient d'un important relais de l'autre côté de la frontière, à savoir Jang Song-taek, personnalité-clé des relations économiques sino-nord-coréennes et beau-frère de Kim Jong-il (et donc oncle de Kim Jong-un). Jang avait notamment mis en place avec le ministre du Commerce chinois de l'époque, Chen Deming, des projets de Zones Économiques Spéciales à proximité immédiate de la ville de Dandong, qui voit passer près de 65% du commerce transfrontalier. C'est aussi probablement lui qui a supervisé la refonte des lois spéciales de certaines ZES visant à faciliter les investissements chinois, dont celle de Rajin-Sonbong en 2011. Sous pression chinoise, jusqu'à la purge médiatisée de Jang Song-taek par Pyongyang en 2013, les corpus législatifs nord-coréens relatifs à la coopération économique ont en effet été profondément remaniés pour faciliter l'intégration économique avec la Chine. Si cette intégration peut, en effet, servir les intérêts géostratégiques de Pékin, et a été largement dynamisée par le pouvoir central, elle reste avant tout le fait d'acteurs privés. **Contrairement à une idée largement répandue, les entreprises d'État chinoises n'investissent pas ou peu en Corée du Nord** et le commerce transfrontalier reste avant tout le fait de petites sociétés d'import-export privées. Il en existe pas moins de 600 rien qu'à Dandong. Selon le mot d'ordre des années 2000, les « années Jang », la coopération économique bilatérale devait fonctionner sur le modèle suivant : « facilitée par les gouvernements, gérée par les entreprises, opérée selon le marché et mutuellement bénéfique ». Si la purge de Jang a mis un brutal coup d'arrêt à cette convergence affichée, de fait, la politique de rapprochement économique a porté ses fruits. Selon plusieurs études, confirmées par les entretiens de l'auteur à la frontière, si le commerce avec la RPDC est rendu difficile par un environnement d'affaires très largement dominé par des considérations politiques, il n'en demeure pas moins rentable pour près de 90% des entreprises interrogées. Certaines villes frontalières comme Dandong (Liaoning), Ji'An ou Hunchun (Jilin), ont même en grande partie basé leurs perspectives de développement économique sur une meilleure intégration économique avec la Corée du Nord, comme en

témoignent l'ouverture de ZES côté chinois visant à remodeler une division transfrontalière du travail (*Hunchun Border Economic Zone*) [5], ou à faciliter les échanges (*Guomenwan Trade Zone* à Dandong).



Ces efforts placent parfois les pouvoirs publics locaux, et surtout les hommes d'affaires, en porte-à-faux avec le message que Pékin veut envoyer à travers le Conseil de Sécurité de l'ONU. Si personne ne croit le pouvoir central chinois quand il explique appliquer à la lettre les sanctions économiques à l'égard de la Corée du Nord, Pékin ne peut cependant pas se permettre d'être trop ostensiblement laxiste. Tout d'abord, la Chine doit maintenir une relative crédibilité vis-à-vis de la communauté internationale et agir en fonction de ses déclarations. Ensuite, **Pékin est aussi véritablement agacée par le comportement nord-coréen, qui place la Chine dans une position diplomatique précaire et fragilise l'image de grande puissance influente et responsable qu'elle cherche à se donner.** Appliquer un savant dosage de pression économique est nécessaire pour la Chine, tant pour faire passer un message à la RPDC que pour éviter de voir ses entreprises - ou ses banques - victimes de sanctions dites « secondaires » prises unilatéralement par les États-Unis et qui visent les entreprises chinoises liées à la Corée du Nord. Ainsi, les périodes suivant immédiatement l'adoption de résolutions onusiennes sont souvent des moments de fermeté affichée à la frontière, mais qui laisse progressivement place à plus de souplesse quand les observateurs regardent ailleurs. Cette mise en œuvre contrastée et flexible des sanctions s'explique par le fait que les dirigeants chinois savent que les mesures d'étranglement économique sont extrêmement mal vécues par Pyongyang qui y voit une atteinte à sa souveraineté et son indépendance, et assez contre-productives car elles viennent « justifier » le besoin de sanctuarisation nord-coréen. Mais le laxisme chinois est aussi plus directement intéressé : appliquer les sanctions à la lettre reviendrait presque à fermer hermétiquement la frontière et à enclaver encore plus un *Dongbei* déjà à la traîne.

Des sanctions difficiles à mettre en œuvre

Dans sa quête de stabilité à sa périphérie, [la Chine apparaît comme une puissance conservatrice](#), cherchant à « doser » la pression mise sur Pyongyang tout en esquivant les reproches américains sur son prétendu soutien à la RPDC. **Cette ambiguïté fondamentale de la politique nord-coréenne de la Chine**, complexe tissage résultant de diverses

pressions contradictoires, a l'immense désavantage de frustrer tant Washington que Pyongyang. Le premier reproche, en effet, à la Chine de jouer un double jeu et de soutenir la Corée du Nord. Le second voit dans la sévérité chinoise une trahison et une soumission à « l'impérialisme américain », renforçant encore plus l'idée que Pyongyang ne peut décidément compter que sur elle-même et que l'intégration économique avec la Chine constitue une source d'insécurité. Comme en témoigne la purge de Jang Song-taek, exécuté notamment pour avoir « *vendu au hasard les précieuses ressources naturelles souterraines* » [6] de la Corée du Nord. Pyongyang n'était déjà pas très à l'aise avec l'approche chinoise très sino-centrée de la coopération économique bilatérale, essentiellement basée sur des investissements limités aux secteurs à très faible valeur ajoutée offrant peu de perspectives de développement endogène. Le fait que Pékin cherche à utiliser – même de manière relative – les leviers économiques forgés à la suite des réformes de 2002 pour faire avancer ses objectifs diplomatiques et politiques ne peut être vécu que comme une humiliation par Pyongyang, surtout si Pékin cherche à faire cohabiter sanctions et intégration économique. Si les relations politiques sino-nord-coréennes n'ont jamais été stables, le fait que Pékin et Pyongyang se critiquent de plus en plus durement et ouvertement via les organes de presse officiels interposés constitue **un développement inédit** et témoigne notamment de l'agacement et de la détermination nord-coréenne qui attaque et humilie la main qui la nourrit. Kim Jong-un, lors de son rapport pour le 7ème Congrès du Parti du Travail de Corée en 2016, n'a par ailleurs pas manqué de mentionner les « *vents pourris qui soufflent dans notre voisinage* [7] », paraphrase très claire pour désigner la Chine. Il encourage régulièrement les « forces vives » du secteur de l'économie à limiter « la tendance à l'import » ou de régler le « caractère unilatéral du commerce » [8], soit, dit plus franchement, à **sortir de la dépendance chinoise**. Nonobstant le fait que les sanctions pourraient avoir un effet potentiellement dramatique sur l'économie nord-coréenne et ses populations sans nécessairement entamer la détermination du régime, qui n'a pas vacillé pendant la famine des années 1990, leur mise en œuvre, même laxiste et contrastée, dégrade fortement les relations déjà méfiantes entre la Chine et la Corée du Nord. Cet état de fait alimente les réticences chinoises sur la mise en œuvre des sanctions, qui, en isolant encore plus la Corée du Nord, en viennent une fois de plus à « justifier » le radicalisme nord-coréen et l'idée que Pyongyang est encerclé de « forces hostiles ».

Autre facteur rendant difficile la mise en œuvre des sanctions par la Chine, **la corruption** endémique qui sévit dans le nord-est de la Chine. Si la corruption est un phénomène largement répandu en Chine et une priorité affichée de l'actuelle administration chinoise, la domination étatique du tissu économique et le déclassé dont font l'objet les provinces du nord-est a créé un terreau particulièrement fertile pour l'établissement de réseaux commerciaux transfrontaliers « gris » ou franchement illégaux. La mise en œuvre progressive des sanctions économiques (les premières mesures unilatérales, américaines, datent de 1950) a constitué une bonne école d'apprentissage pour les Nord-coréens, qui sont devenus maîtres dans l'adaptation de complexes systèmes d'entreprises prête-noms permettant de commercer avec divers acteurs sans même que ces derniers sachent nécessairement à qui les marchandises ou l'argent sont destinés. Un récent et très commenté rapport du *Center for Advanced Defense Studies* a pu identifier une partie – certainement infime – de ces réseaux, chiffrant à plus de 5 200 le nombre d'entreprises chinoises servant de *go-between* entre la Corée du Nord et ses clients potentiels. Rare cas publiquement connu et particulièrement révélateur, le groupe chinois Hongxiang, dont certaines branches (notamment ses entreprises de transport maritimes et terrestres transfrontaliers) avaient pignon sur rue à Dandong, a vu son activité de fournisseur de produits sanctionnés à usage militaire publiquement exposée. Or la présidente

et fondatrice du groupe Hongxiang, Ma Xiaohong, est aussi connue pour sa carrière de députée au sein du Congrès du Peuple de la province du Liaoning, organe ayant fait les gros titres de la presse chinoise en 2017 quand la commission pour la discipline du PCC a, après enquête, accusé pas moins de 523 députés d'avoir pratiqué diverses formes de fraudes électorales [9]. Cette corruption endémique, couplée à la proximité des entreprises et des officiels des deux côtés de la frontière ainsi qu'à la perspective de juteux profits rendus indétectables par des techniques de contournement des sanctions rend extrêmement difficile par Pékin le contrôle des flux financiers et commerciaux « gris ».

Cette **corruption institutionnelle de haut niveau** se décline par ailleurs à plusieurs échelons administratifs, rendant la frontière particulièrement poreuse à toutes sortes de trafics plus ou moins criminels, allant du simple recel au trafic de drogue ou de femmes. Les deux provinces nord-coréennes qui constituent la partie centrale de la frontière, le Jagang et le Ryanggyang, sont considérées comme les provinces les plus défavorisées de RPDC du fait de leur éloignement des grands centres de productions agricoles et industriels ainsi que par leur relief très montagneux. Ainsi, les populations des régions frontalières, pérennisant des reflexes « d'entrepreneuriat de survie » acquis durant la famine des années 1990, sont tentées de traverser les fleuves frontaliers, gelés 5 mois par an, ou d'emprunter la douzaine de ponts qui enjambent Yalu et Tumen pour aller commercer avec l'autre rive.

Enfin, force est de constater que si les sanctions économiques onusiennes à l'égard de la Corée du Nord ont nécessairement un effet dissuasif, le phénomène inverse est aussi constatable à la frontière. Selon une logique économique élémentaire, dans le contexte d'un marché captif privé d'alternative pour ses exportations, les sanctions ont en effet un caractère incitatif, car elles fournissent aux acheteurs chinois un argument de poids pour faire baisser les prix des productions nord-coréennes [10]. Ce phénomène est problématique à bien des égards. La RPDC ne publiant plus de statistiques fiables sur une base régulière depuis les années 1960, les analystes dépendent essentiellement de « données miroir » fournies par la Chine, considérées par les officiels chinois de très haut niveau comme assez fantasmées [11]. Or, si les sanctions incitent une partie plus importante du commerce bilatéral à se faire sous les radars, **ces statistiques laissent la communauté internationale complètement aveugle quant aux flux transfrontaliers et à l'application des sanctions**. En 2014, les exportations de produits pétroliers chinois en Corée du Nord s'étaient effondrées de 740 à 190 millions de dollars, sans que l'économie nord-coréenne n'en soit affectée, mettant en lumière un risque très probable de **manipulation des statistiques**. Ainsi, si les statistiques officielles chinoises indiquent qu'entre février et août 2017, [la Chine](#) n'a pas importé de charbon nord-coréen, il est fort probable que la réalité soit tout autre car les sanctions favorisent l'apparition d'un marché noir, par définition absent des statistiques, à des prix inférieurs à ceux du marché légal.

Une politique de sanctions vouée à l'échec ?

Un nombre croissant de chercheurs voient, dans le sillage de John Delury de l'Université Yonsei de Séoul, dans les sanctions des mesures « inutiles, contre-productives et dangereuses » [12] dans la mesure où, en augmentant la pression sur Pyongyang, elles « justifient » ses craintes pour sa souveraineté et, partant, son besoin de sanctuarisation. Du côté chinois, la réalité de la mise en œuvre des sanctions est, de plus, autrement plus complexe que la seule question de la volonté du pouvoir de se plier à ses obligations internationales. Intérêts

économiques et géoéconomiques, besoin d'amortir l'impact social potentiellement dévastateur de la réforme chinoise, corruption endémique, stabilisation de son immédiate périphérie... les raisons des réticences chinoises sont multiples et si [Pékin](#) pouvait faire beaucoup plus dans l'application des sanctions, rien ne garantit que cela bloque les échanges transfrontaliers, pas plus que cela ne garanti une très improbable volte-face de Pyongyang sur la question nucléaire.

Si les sanctions ont peu de chance d'avoir un quelconque effet et que les options militaires, malgré les rodomontades de Donald Trump et de Kim Jong-un, sont nécessairement hors-jeu car potentiellement cauchemardesques à l'échelle régionale ou mondiale, **il ne reste guère que la négociation pour trouver une issue à la crise**. Même dans ce dernier cas de figure, la marge de manœuvre de la communauté internationale est limitée. En effet, non seulement il s'agirait de négociations sous pression et donc en position de faiblesse, mais en plus il n'est clairement pas dans l'intérêt de Pyongyang de remiser son arsenal nucléaire dans les conditions actuelles. Faire un « *package deal* » visant à dénucléariser la RPDC nécessiterait des contreparties tellement gigantesques (retrait des troupes américaines de Corée du Sud, traité de paix, aide économique, etc.) qu'elles rendent ce type d'accord hautement improbable. Si les négociations sont cependant nécessaires, à court-terme, c'est avant tout pour diminuer les tensions et préparer les conditions d'un accord viable d'ici quelques années.

Copyright Novembre 2017-Clément/Diploweb.com

Plus

P. Verluise (dir.) "[Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force](#)", éd. Diploweb aux format Kindle et papier broché via Amazon, 2018.

Bonus vidéo. La Corée du Nord et l'arme nucléaire, par B. Hautecouverture (FRS), septembre 2017

- . Quelles sont les idées fausses à propos de la Corée du Nord ?
 - . Quels sont les faits importants à connaître pour comprendre la Corée du Nord et l'arme nucléaire ?
 - . Quels sont les points importants à suivre dans les prochains mois ?
-
-

P.-S.

Junior Fellow (IAO/ENS Lyon), Doctorant (Université de Vienne)
theo.clement sciencespo-lyon.fr

Notes

[1] Données statistiques des douanes chinoises.

[2] North Korea's economy grew by 3.9 percent in 2016 : Bank of Korea, NK News, 21 Juillet 2017.

[3] Entretien avec un attaché commercial nord-coréen à Yanji, février 2015. Entretien avec un diplomate nord-coréen en Europe, août 2017.

[4] World Economic Outlook, Fonds Monétaire International, avril 2017. Les données peuvent être téléchargées à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/01/weodata/index.aspx>. Voir aussi China Statistical Yearbook, 2016.

[5] La Chine ouvre la China Tumen River Area (Hunchun) International Model Cooperation District à la frontière sino-russo-nord-coréenne, Guoji zaixian (en ligne), 21 mai 2012. Url : <http://gb.cri.cn/27824/2012/05/21/5951s3692122.htm>.

[6] Traitor Jang Song-taek Executed, KCNA, 13 décembre 2013. Accessible ici : <https://nkleadershipwatch.wordpress.com/2013/12/13/jang-song-taek-dies-by-execution/>.

[7] KIM Jong-un, 2016, Rapport d'activité du Comité central au VIIe congrès du Parti du travail de Corée, mai 2017. Non publié.

[8] Kim Jong Un Sends Letter to Those Attending Seventh Congress of GFTUK, KCNA, 27 octobre 2016.

[9] China's legal foundation shaken as 45 lawmakers expelled in unprecedented vote-rigging scandal, South China Morning Post (en ligne), 13 septembre 2016. Url : <http://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/2019087/dozens-chinese-lawmakers-expelled-vote-rigging-scandal>.

[10] Entretien avec un diplomate nord-coréen, Nampho, mai 2016. Entretien avec un diplomate nord-coréen en poste en Europe, Août 2017. Entretien avec un travailleur humanitaire à Pyongyang, juillet 2016.

[11] China's GDP is "man-made," unreliable : top leader, Reuters (en ligne), 6 décembre 2010. Url : <https://www.reuters.com/article/us-china-economy-wikileaks/chinas-gdp-is-man-made-unreliable-top-leader-idUSTRE6B527D20101206>.

[12] North Korea sanctions : Futile, counterproductive and dangerous, CNN (en ligne), 2 décembre 2016. Url : <http://edition.cnn.com/2016/12/01/opinions/north-korea-sanctions-delury/index.html>.